

# **Press Book : Forum sur la Gouvernance Forestière 2016**

**DU 16 AU 18 MARS 2016**

**FODER - CIDT**





# Limbe FESTAC 2016

LIMBE FESTIVAL OF ARTS AND CULTURE  
Celebrating Cultural Diversity & Integration  
April 2<sup>nd</sup>-9<sup>th</sup> *Be There!*

Thousands Join  
Motanga In  
Memorial Service

Back Page

# Eden

NW Happy  
With Quality  
Services At  
Regional  
Hospital

Page 12

No. 899 Monday, 21 March 2016 The Nation's Foremost Newspaper for Sustainable Development 400P CFA

## Who Fills Nfon Mukete's Big Shoes At SWECC?

# Fako Rife With Speculations

By Aminatoh Nkemgu and Bama Cham

**T**he mandate of the current executive committee of the South West Chiefs Conference, SWECC, is coming to an end.

Nearly two months to election date, the major question now is who will replace the witty and heavy weight SWECC President cum Senator Nfon Victor E. Mukete. The date of the election is expected any time as soon as the current mandate dies out. It is against this backdrop that the president of the Fako Chiefs conference, Chief Mokoto Nje recently disclosed to Eden that aspiring candidates for the coveted office should file in their respective applications on 30 March 2016 at the latest.

Cont'd on page Page 8

### MTN Cameroon Inaugurates Kumba Service Centre

Page 5





### Agitations In Bangem Council Are Childish

-Mayor Ekuh Ojeh

Pages 6&7

EDEN NEWSPAPER: www.edennewspaper.net

## Communities Hope For Better Involvement In Sector Governance

By Nd Egon 01

With adoption of the Forest Law Enforcement Governance and Trade (FLEGT) Voluntary Partnership Agreements (VPA) with representatives of 15 countries from across Africa, the hope to be more involved in forest governance that was building up for the second time through international negotiations, rights activists stakeholders of Forest Law Enforcement and Trade (FLEGT) as well as other international stakeholders illegal logging from some countries, Europe, Asia and Africa under the theme "Congo Basin Inclusive Participatory Forest Governance" by the secretary of state in the Ministry of Forestry and Wildlife, Alhaji Bonkar was an event and exchange of best practices to overcome the numerous challenges with the implementation Partnership Agreement of the Forest Law Enforcement and Trade (FLEGT) facilitation forum will provide an opportunity to identify best practices, and to agree on concrete recommendations for each topic in order to facilitate and boost the implementation of VPA agreements, especially in the context of the Congo Basin," the Ambassador, head of EU delegation to Cameroon, Francois Collet said.

The Congo Basin is the second largest rainforest in the world, after the Amazon with around 60% of it in the DRC, extending east into the Republic of Congo, Cameroon, the Central African Republic, Gabon and Equatorial Guinea. But despite any illegal logging and poor governance has deprived many indigenous forest communities of benefits accruing from the exploitation of the forest in the Basin.

According to the British High Commissioner to Cameroon, illegal logging has worrying consequences on the lives of forest communities in the Central African subregion especially for those communities found in Congo Basin member countries, who depend largely on forest resources for their livelihoods.

"Sustainable development requires the involvement of forest communities and I am pleased they are strongly represented in the forum," the British High Commissioner to Cameroon, Brian O'Leary said.

Other speakers at the event like the representative of the Central African Forest Commission (CAFC) and of State at the Ministry of Wildlife, all called on actors in the Voluntary Partnership Agreements (VPA) facility of the E.U. and governance mechanisms agree to be well implemented and obtain participation of forest communities ensure proper management, economic and effective sustainable of the forest people.

"The European Union will strongly support initiatives to improve governance. This will be done through financial support for the implementation of the Forest Law Enforcement and Trade (FLEGT) Voluntary Partnership Agreements (VPA) through the French Development Fund, delegation to Cameroon, Paris provided.

Organized for the first time in Cameroon by the Centre for Development and Training & University of Yaounde, the forum had managerial and technical support from the Rural Development (RDE) days forum was partly funded by Kingdom's Department for International Development (DFID) and the Union.

PMUC.CM

80 MILLIONS

SOYEZ PRÊTS À GAGNER !

VENDREDI 18 MARS

# La Nouvelle Expression

N° 4182 du Vendredi 18 mars 2016, 3ème étage de l'Immeuble Cinque 51 Paris, Rue Jamin / 86 / 11111 Douala - Cameroun • Tél. 30 22 27 • Fax. 34 35

## Déclaration

### Les évêques dénoncent les actes criminels

Ils condamnent l'indifférence, les enlèvements, les viols, les actes de tortures et les assassinats.

Page 3



### Inondations à Douala

#### Les promesses non tenues de Ntoné Ntoné

Le délégué du gouvernement auprès de la Commune urbaine avait annoncé la construction de 50 km de drains après les gigantesques inondations de 2015. Mais que les pluies s'annoncent en grands pas, rien n'est fait.

Pages 4 et 5

### Affaire Eto'o

#### Le tribunal condamne Nathalie Koala

Après Paris, Eto'o s'est remporté hier jeudi à Yaoundé, deux victoires contre son mistress.

Page 6

Jusqu'au 31 mars 2016

Giga Data, plus d'internet pour tous vos objets connectés\* !

#145\*2\*5#

\*Dans la limite de 2Go par jour

orange

Gouvernance forestière

## Comment les populations Baka participent à la gestion de leurs forêts

Peuples des forêts, mais parfois aussi exploités pour leur inculture supposée, ils montrent progressivement leur intérêt pour les questions de gestion transparente des forêts. Avec des succès, malgré de nombreux blocages.

Dans le débat qui anime les experts autour des questions de gouvernance forestière et de l'Accord de partenariat volontaire, les peuples Baka, qui regroupent des communautés Pygmées, peuvent servir de boussole. Leur quotidien, leur culture et leur histoire, entièrement dépendants de la forêt, fait d'eux, les plus grands observateurs des questions de forêts, et de gouvernance forestière. Loin des idées reçues, qui font des peuples Baka des peuples vivant de la chasse et de la cueillette, il existe une autre image de ces « peuples de la forêt ». Celle d'un peuple organisé avec l'appui des organisations de la société civile au niveau national, et qui assure sa représentativité permanente et effective au sein des instances de prise de décision et de mise en œuvre de l'APV. Vélère Akpakou, représentant des groupes Baka, et Président d'une association des Baka à l'Est-Cameroun a saisi l'opportunité du Forum sur la gouvernance forestière en cours à Yaoundé, pour montrer le niveau d'implication de ces peuples dans la gestion des forêts, et dans le contrôle des chaînes forestières. Selon lui, les communautés Baka (mais aussi Bayré, Bakoua, Baka et Bedzang), sont représentées dans les comités nationaux de gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources forestières et fauniques, dans d'autres dans les Comités paysans forêts (CPF), et participent parfois aux activités d'aménagement. Cette implication dans ces questions leur a notamment valu de contribuer à la révision de la Loi forestière à travers la consultation des communautés à la base, et à l'élaboration d'un document de



Il est Baka et la forêt

### Quelques pesanteurs

Mais pour ce connaisseur des forêts, l'implication des peuples autochtones se trouve confrontée à quatre blocages. En premier lieu, la faible prise en compte dans les décisions finales des préoccupations exprimées par les peuples autochtones du fait du mode de prise de décision qui privilégie en l'absence de consensus, la dictature de la majorité. Or les peuples autochtones étant faiblement représentés dans les instances de prise de décision, ne peuvent efficacement faire valoir leurs voix dans ces types de mécanismes. Deuxième pesanteur, les délais relatifs aux coûts liés à la mise à disposition des communautés à la base de l'information forestière, de leur

consultation sur les thématiques en débat, de leur présence effective lors des réunions et forums pour faire valoir leur voix et faire le suivi des résolutions y afférentes. Les efforts consentis jusqu'ici par les initiatives des Organisations de la société civile (OSC) nationales et partenaires techniques s'avèrent insuffisants, note-t-il. Enfin, les pesanteurs, on note également des délais liés à l'accès des populations autochtones aux bénéfices issus de l'exploitation des ressources forestières et fauniques, la récente loi de finances ayant supprimé la quote-part de la redevance forestière attribuée jusqu'ici consacrée. Enfin, la faible volonté des exploitants forestiers à appliquer les obligations légales, contractuelles et volontaires favorables aux peuples autochtones.



PMUC.COM

70 MILLIONS

SOYEZ PRÊTS À GA

VENREDI 18

# La Nouvelle Expression

N° 4388 Du jeudi 17 mars 2016, Vente: excepté de l'abonnement Double D, Paris, Rue de Valenciennes / N° 93322 Douvres - Gabonville / Tél. 03 43 32 21 71 / Fax. 33 43 32 18 18

## Economie Camerounaise

### Les visages pâles des secteurs stratégiques

C'est la création d'entreprises, le permis de construire, l'accès à l'électricité, le transfert de propriété, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, l'inspection, la promotion des investissements, l'accès au crédit et le paiement des impôts.

Page 7



my body di hot for see lions  
Cameroon vs South Africa,

Affaire 1  
Le dép  
Joshua  
«Ce qui s'est pa  
Laquintinie est  
imputable à l'E  
Ma Kengoum  
contours jurid  
l'affaire.

Accès a  
Vers le  
des jeu  
de 18 a  
Un plaidoyer «  
présenté au d  
mars 2016.

Sûreté  
Biya fra  
commis  
police  
Ils étaient en s  
finances de la

### Gouvernance forestière

## L'avenir des forêts en discussion à Yaoundé

Un Forum de trois jours se tient sur la question. Il s'agit d'un espace d'échange des parties prenantes sur la gouvernance forestière.

En décidant de retirer la gestion de la Réserve forestière annuelle aux communautés dans sa Loi de finances 2016, le gouvernement Camerounais avait cru avoir mis fin aux plaidoyers des Ong et associations militent engagées dans sa restitution aux villages. Au regard du nombre d'experts sur les questions des forêts et de gouvernance forestière réunis à Yaoundé, on parlerait presque la Loi de finances 2016. Le Forum sur la gouvernance forestière (2<sup>e</sup> édition), qui s'ouvrira ce jour à Yaoundé, soulève les grandes questions de l'heure en matière de gestion transparente des forêts.

L'état d'avancement des APV-FLEGT dans la globalité, avec un collage de l'état d'avancement des APV du Cameroun sur le Système informatisé de gestion des informations forestières (SIGIF) ; la question de l'accès des communautés à l'information ; l'observation indépendante mondiale des forêts (sur le mandat du FLEG) ; et le rôle de la certification dans l'amélioration de la gouvernance et la gestion durable des forêts. D'autres questions comme le commerce transfrontalier informel de bois entre le Cameroun, le Nigeria et le Tchad ; et la problématique de la traçabilité du commerce de bois domestique ; et la participation de la Société civile dans l'observation indépendante de la gestion des forêts seront également abordés.

Pour rappel, l'Accord de partenariat volontaire relatif à l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux du bois et produits dérivés (APV-FLEGT) est un accord commercial établi entre l'Union Européenne et un pays producteur de bois dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière. Il s'agit de s'assurer que le bois exporté à destination du marché européen répondra à toutes les exigences légales et réglementaires applicables au secteur forestier dans le pays producteur. La souscription au processus FLEGT constitue un acte libre et volontaire. Mais lorsque l'accord est signé, il contraint les parties signataires à commercialiser exclusivement du bois et des produits dérivés dont la légalité est vérifiée.

L'UE apporte un financement d'1 milliard de Fcfa

Regist Bertrand Tchouta



Forest: l'avenir en discussion

Au moment où l'enveloppe publique destinée aux communautés riveraines est redirigée vers d'autres gestionnaires, l'Union européenne, principal partenaire institutionnel, devrait augmenter son implication. Selon Françoise Collet, la chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun, « Ce forum est organisé dans le cadre du projet "Mise en œuvre de l'Apv dans le Bassin du Congo" financé à hauteur d'1 milliard de Fcfa ». Pour l'ambassadrice européenne, cet apport financier devrait permettre de promouvoir les droits et la participation des peuples des forêts. Cet engagement vient confirmer le déploiement de la politique européenne en soutien à la gouvernance forestière à travers le monde. Une politique qui intervient sur deux axes : le développement des activités de reboisement ; et d'adaptation au réchauffement climatique ; et la création d'opportunités de croissance économique et d'échanges commerciaux dans le domaine de l'exploitation des ressources forestières. Le Forum sur la gouvernance forestière est organisé par l'Association Forêts Développement rural, en partenariat avec le Centre International pour le Développement et la Formation (CID).

## ■ TRANSPARENCE

# Un guide pour le processus REDD+

Le 17 mars dernier, Rodrigue Ngonzo, Président de l'association Forêts et Développement Rural (FODER) a donné le ton au cours du Forum sur la Gouvernance Forestière (FGF) qui s'est tenu à Yaoundé.

Le guide que développe Rodrigue Ngonzo, s'articule autour de la nécessité de prendre en compte la transparence comme outils transversale de la gestion des ressources naturelles et de mise en œuvre des processus de gouvernance. Le principe ici développé, voudrait faire de la transparence un outil pour la bonne exécution des initiatives et devrait de ce fait être appliqué aux différentes phases du processus de mise en œuvre tant de la REDD+ que des APV Flegt.

Dans son propos M. Rodrigue Ngonzo indique que "la transparence est un aspect important de ce processus tant en terme de gouvernance de donnée qu'en terme de repenser la REDD+

mais surtout en terme de mécanisme pour favoriser l'inclusion des groupes vulnérables." Pour ce faire le processus doit s'appuyer sur une kyrielle d'outils à développer mais aussi de mécanisme à implémenter. En terme d'outils le guide proposé par le FODER au-delà de son caractère innovant s'appuie sur une méthodologie qui elle-même s'articule autour d'une revue de la littérature, une analyse du cadre juridique, et des ateliers multi acteurs.

### A qui s'adresse le guide ?

Le guide s'adresse en premier lieu au ministère de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable qui est à la tête de la rédaction de

la stratégie nationale REDD+ et derrière lui à toutes les équipes notamment le secrétariat REDD+ ou la coordination REDD+. A côté de cette première catégorie d'acteur, le guide est conçu pour les organisations de la société civile impliqué dans la REDD+, les organisations internationales qui pilotent des projets ou des initiatives de projet avec un accent sur les gestionnaires de ces projets. Le guide se veut également un outil de participation pour les communautés et aux citoyens qui auront un certain rôle à jouer dans la mise en œuvre du MRV, le suivi du processus REDD+.

### Quelles stratégies pour une meilleure appropriation ?

Durant les 9 mois qui ont conduit à l'élaboration du guide, toutes les parties prenantes ont été mises à contribution. La démarche était donc de ce point de vue participative, qu'il s'agisse du ministère ou des communautés locales ou encore de la société civile, ils ont eu l'opportunité lors d'un atelier nationale de décliner toutes leur proposition et préoccupation. Entre autre approche, un dialogue direct a été initié avec le secrétariat REDD+ pour que les éléments de transparence soit intégrés de manière transversale dans le document de la stratégie. Entre temps les discussions se poursuivent avec les autorités en charges des questions relatives à la préservation de l'environnement pour une

mise en œuvre effective des recommandations.

### Le guide, une innovation

Alliant accès à l'information et transparence, le guide qui sera mis en circulation dès le mois prochain est un document qui s'abreuve des expériences notamment les manquements observés dans le processus REDD+ et APV FLEGT. il s'articule autour de huit principes directeurs. La présomption de divulgation, l'obligation de publier, l'accès équitable, le coût abordable, la primauté de l'obligation de divulgation, un libre accès aux réunions, un régime limitatif des exceptions, la protection des personnes (sources) signalant des irrégularités

Blondel SILENOU.